

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 1903.

Proposition de loi modifiant l'article 15 de la loi organique
de l'enseignement primaire du 15 septembre 1893.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

L'article 15, paragraphe 1, de la loi scolaire dispose que « l'instituteur a » droit à une augmentation de traitement de 100 francs à l'expiration de » chaque période de bons services jusqu'à concurrence de la somme néces- » saire pour majorer de 600 francs le minimum légal de traitement attaché » à la catégorie à laquelle appartient l'école où il exerce ses fonctions. »

D'après l'alinéa 2 du même article, « la première période quadriennale » prendra cours le 1^{er} janvier 1892 pour les instituteurs nommés à titre » définitif avant cette date; pour les autres, elle commencera le 1^{er} janvier de » l'année qui suit la date de leur nomination définitive ».

Il appert de ce texte que le législateur de 1893 a voulu que les instituteurs qui étaient en fonctions au 1^{er} janvier 1892 et ceux qui entreraient dans l'enseignement primaire dans la suite, jouissent de 600 francs d'augmentation de traitement *après vingt-quatre années de bons services*. Il considérerait ces augmentations comme la récompense des bons services rendus par les instituteurs, augmentations qui font par conséquent partie de leur patrimoine et doivent leur être conservées *dans tout le cours de leur carrière*.

Il est du reste à remarquer que, pour permettre aux instituteurs d'atteindre, après vingt-quatre années de services, le maximum de traitement, il fallait qu'en changeant de position ou de catégorie d'école, ils obtinssent, outre le minimum de traitement attaché à leur position, les augmentations de traitement dont ils avaient joui précédemment.

H

De l'article 15 sagement interprété découlent les règles suivantes :

1° Le minimum du traitement est attaché à l'emploi occupé par l'instituteur;

2° Les augmentations de traitement sont inhérentes à sa personne et doivent le suivre pendant toute sa carrière.

Dans l'interprétation que, par voie de circulaires, il a donné à l'article 15, le Gouvernement a méconnu ces règles, alléguant que la disposition contenue dans le paragraphe final de cet article s'opposait à leur application dans les cas de changement de position.

Nous voulons bien admettre que la disposition incriminée est peu claire, mais nous est d'avis que la portée en a été singulièrement dénaturée.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de présenter à la Chambre, a pour objet de faire disparaître de la loi scolaire cette disposition, qui paraît s'opposer à l'application des principes que nous avons énoncés ci-dessus et qui ont leur siège dans le premier paragraphe de l'article 15.

Nous avons dit plus haut que le législateur de 1895 a considéré les augmentations obligatoires de traitement comme étant la récompense des bons services rendus par les instituteurs ; par conséquent, le bon sens et l'équité exigeaient que tous les services rendus par les instituteurs, avant la date du 1^{er} janvier 1892, fussent admis pour l'obtention de cette récompense.

Le législateur de 1895 en a jugé autrement ; il n'a admis les services antérieurs à cette date que pour la période de dix années antérieure à 1896 et a attribué à cette période la double augmentation de 200 francs.

De cette façon, beaucoup de vieux instituteurs ne pouvaient plus, avant leur admission à la pension de retraite, atteindre le maximum du traitement prévu par l'article 15.

Aussi dès l'année 1896, les instituteurs menèrent-ils une campagne active pour obtenir la revision de l'article 15, ce qui amena MM. Maenhout et ses amis à déposer, dans la séance de la Chambre du 4 janvier 1897, un projet de loi ayant pour but d'améliorer dans une certaine mesure la situation des instituteurs de la 5^e catégorie, en élevant le minimum de leur traitement.

Ce projet fut rejeté en sections. La Section centrale, pensant qu'il y avait quelque chose à faire en faveur des anciens instituteurs, formula une nouvelle proposition de loi, à laquelle se rallièrent les signataires du projet rejeté en sections.

Ce projet est devenu la loi du 22 juin 1899. Il dispose « que les » traitements des instituteurs, chefs d'école, qui, au 1^{er} janvier 1896, » comptaient quinze à vingt années de services, vingt à vingt-cinq et vingt-cinq et plus d'années de services, jouiraient, à partir du 1^{er} janvier 1899, » respectivement d'un revenu de 1,500, 1,600 ou 1,700 francs, sans préjudice » à l'augmentation quatriennale en cours ».

Nous devons faire remarquer qu'à la date du 1^{er} janvier 1899 précitée, les instituteurs de toutes les catégories ainsi que les sous-instituteurs et sous-institutrices qui comptaient dix années et plus de services au 1^{er} janvier 1896, avaient eu droit, à partir de cette date, à une augmentation de traitement de 200 francs. Ceux de la 5^e catégorie jouissaient dès lors, comme instituteurs en

chef, d'un traitement de 1,400 francs, ceux de la 4^e catégorie de 1,600 francs et ceux de la 5^e de 1,800 francs.

On le voit, la nouvelle loi de 1899 n'était applicable qu'aux instituteurs, chefs d'école, de la 5^e catégorie et, exceptionnellement, à ceux de la 4^e qui, après vingt-cinq années de services, n'avaient que 1,600 francs de traitement.

Le législateur de 1899 estimait donc que ces agents avaient rendu pendant quinze, vingt ou vingt-cinq années et plus de bons services et qu'il fallait leur accorder, à titre de récompense, des augmentations de traitement variant de 100 à 300 francs, mais, en même temps, il excluait du même bénéfice non seulement les institutrices, les sous-instituteurs et les sous-institutrices de la 5^e catégorie qui, au point de vue de l'ancienneté, se trouvaient sur le même pied que les instituteurs en chef de la même catégorie, mais aussi tous les membres du personnel enseignant des autres catégories qui n'avaient pu faire valoir, en 1896, que dix années de services pour la double augmentation de 200 francs. Cette façon de procéder n'était ni rationnelle ni juste.

Aussi la loi de 1899 n'a-t-elle contenté qu'un petit nombre d'instituteurs de la 5^e catégorie et a-t-elle soulevé une tempête de récriminations.

MM. Maenhout et concorts, se faisant de nouveau l'interprète de leurs revendications, déposa dans le courant de la présente année un projet de loi qui avait pour but de faire consacrer les principes suivants :

1^o Les augmentations obligatoires de traitement obtenues doivent être maintenues quand l'instituteur change de position ou de catégorie;

2^o Les anciens instituteurs peuvent faire valoir, en périodes quadriennales, toutes les années de services, *sauf cinq*, pour les instituteurs et les institutrices;

3^o Le montant total des augmentations pour les instituteurs de la 5^e catégorie peut atteindre 800 francs. Celui des institutrices de la même catégorie 700 francs; de même les sous-instituteurs de la 4^e et de la 5^e catégorie peuvent obtenir 700 francs d'augmentation totale; les sous-institutrices de la 3^e, 4^e et 5^e catégorie également 700 francs.

Le Gouvernement, sous prétexte que les conséquences financières de ce projet étaient trop considérables, rejeta le projet et proposa des amendements formant un projet nouveau, lequel est devenu la loi du 14 août 1903.

En vertu de cette loi, les instituteurs en chef de la 5^e catégorie qui comptaient, en cette qualité, de quinze à vingt années de services au 1^{er} janvier 1896, auront droit, au 1^{er} janvier 1904, à un traitement de 1,800 francs, lequel sera porté à 2,000 francs à l'expiration de la période quadriennale suivante. Les instituteurs de la même catégorie qui comptaient, à la date précitée, vingt années de services et plus, auront droit, au 1^{er} janvier 1904, à 2,000 francs de traitement.

Elle prévoit aussi une augmentation de traitement exceptionnelle en faveur des sous-instituteurs de la 5^e et de la 4^e catégorie qui comptaient, au 1^{er} janvier 1896, plus de quinze années de services. En outre, *pour l'avenir*, l'article 1^{er} stipule que les augmentations dues à l'expiration des 5^e et 6^e périodes quadriennales seront portées à 200 francs pour les instituteurs et les sous-

instituteurs de la 5^e catégorie et à 150 francs pour les sous-instituteurs de la 4^e catégorie.

Par cette loi, le Gouvernement reconnaît implicitement que les lois scolaires de 1895 et de 1899 ont été injustes envers les anciens instituteurs de la 5^e catégorie et les sous-instituteurs de la 4^e et de la 5^e.

Mais il n'y a pas que ces agents qui ont été sacrifiés par les lois scolaires. Tous ceux des autres catégories comptant, au 1^{er} janvier 1896, plus de dix années de services ont été frustrés par ces lois.

Aussi ces agents ne cessent-ils de réclamer contre cet état de choses préjudiciable à leurs intérêts et demandent-ils avec raison le vote d'une loi qui leur permette de faire valoir pour les augmentations leurs anciens services.

Reconnaissant la légitimité de cette dernière revendication, nous avons inséré, dans notre projet, une disposition qui leur permet de faire valoir en périodes quadriennales toutes leurs années de services rendus à titre effectif, mais de façon que l'augmentation totale ne peut dépasser, pour tous, le maximum de 800 francs. Comme depuis longtemps il a été reconnu que les minima de traitement prévus par l'article 13 de la loi scolaire sont insuffisants, nous avons conçu le projet de les relever; mais pour ne pas grever trop fortement les budgets des communes qui doivent seuls supporter les charges résultant de la majoration des minima, nous avons pensé qu'il était plus juste et plus pratique de porter à 150 francs le taux des augmentations quadriennales obligatoires pour les quatre dernières périodes, de façon à atteindre le total de 800 francs d'augmentation après vingt-quatre années de services.

En procédant de la sorte, nous respectons le principe établi par le législateur de 1895, à savoir : que les augmentations de traitement doivent être la récompense des bons services; partant, tous les membres du personnel enseignant des écoles primaires, sans distinction, qui peuvent se prévaloir de bons services, doivent pouvoir obtenir, à l'expiration d'une période quadriennale, la même augmentation de traitement.

Accorder, comme le fait la loi du 14 août 1903, aux agents d'une catégorie, tantôt 200 francs, tantôt 150 francs d'augmentation de traitement, après quatre années de bons services, et à leurs confrères des autres catégories seulement 100 francs, c'est proclamer que les premiers sont plus méritants que les autres; c'est adresser un blâme indirect à ces derniers; c'est semer le découragement dans les rangs de ces modestes fonctionnaires.

Nous avons élagué également de l'article 13 la disposition contenue dans l'alinéa 5, portant que l'instituteur qui aura « été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer » sans approbation de la Députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période quadriennale pendant laquelle la peine a été infligée ».

Les peines disciplinaires graves dont parle cette disposition sont notamment la suspension avec privation de traitement.

Or l'article 10 de la loi scolaire porte que la suspension prononcée par le conseil communal ne peut être renouvelée par lui à raison des mêmes faits.

Le législateur n'a donc pas voulu qu'un instituteur fût gravement puni deux fois pour le même motif.

On se demande comment il a pu admettre à l'article 15 que, pour le même fait, un instituteur suspendu de ses fonctions avec privation de traitement, fût encore puni une seconde fois, pour le même fait, par la perte de son augmentation de traitement, mesure qui peut le priver d'une partie de ses droits à la pension.

Pour la considération prémentionnée, nous estimons que cette disposition draconienne et injuste doit disparaître de la loi scolaire. Si l'instituteur a rendu de mauvais services, le Ministre peut le priver de son augmentation, mais un instituteur qui a été frappé d'une peine disciplinaire, même grave, n'est pas toujours pour cela un instituteur ayant rendu de mauvais services. Un mouvement de colère irréfléchi peut valoir, au meilleur instituteur, la censure de l'autorité locale ou supérieure. D'autre part, il n'est que juste que les instituteurs communaux ne soient pas moins bien traités que les instituteurs adoptés auxquels les mesures disciplinaires prescrites par l'article 10 de la loi scolaire de 1893 ne sont pas applicables et qui, de ce chef, ne peuvent pas être privés d'une augmentation de traitement.

Quant aux charges financières qui résulteront de l'application de notre proposition de loi, il appert des calculs établis sur des données officielles que l'augmentation de dépenses n'atteindra pas, pour l'exercice 1904, la somme de 300,000 francs.

Nous faisons intervenir le Trésor dans cette dépense pour les trois quarts dans les communes où le produit des centimes additionnels au principal des contributions directes n'atteint pas 60 francs; pour les deux tiers, dans celles où ce produit est inférieur à 100 francs, et pour la moitié dans les autres.

De cette façon, nous dégrevons, dans une certaine mesure, les budgets des petites communes, généralement pauvres.

Il résulte des calculs qui ont été faits, d'après des bases très sérieuses, que pour le Trésor la nouvelle dépense résultant, en 1904, de l'application du projet, qui est soumis à votre appréciation, ne dépassera pas sensiblement 193,000 francs (1).

En toute confiance, nous avons l'honneur, Messieurs, de présenter à la Chambre la proposition de loi ci-après, qui, nous l'espérons, donnera satisfaction, dans une large mesure, aux légitimes revendications des instituteurs.

A. BUYL.

(1) Voir l'annexe ci-contre.

ANNEXE

Calcul des conséquences financières de notre proposition de loi.

Il y avait, à la date du 31 décembre 1899, d'après le rapport triennal 1897-1899 (19^e rapport), 10,033 instituteurs communaux et 1,034 instituteurs adoptés laïcs et diplômés, soit en tout 11,067 instituteurs.

Mettons qu'il y en ait, au 31 décembre 1903, 12,000 ayant droit aux avantages prévus par les articles 13 et 15 de la loi scolaire.

On peut admettre que plus de la moitié d'entre eux auront moins de douze années de services au 1^{er} janvier 1904. Ceux-ci n'ont droit à 200 francs d'augmentation totale qu'à partir de cette dernière date.

Comme le projet de loi ne prévoit que deux augmentations de 100 francs après deux périodes quadriennales, tous ceux qui ont moins de douze années de services au 1^{er} janvier 1904 n'auront donc aucun avantage immédiat à retirer de la proposition de loi.

Nous pouvons donc écarter du calcul cette grande moitié et supposer qu'il en reste 5,500 qui ont douze et plus d'années de services au 1^{er} janvier 1904.

De ce nombre, on peut écarter les instituteurs, sous-instituteurs, institutrices et sous-institutrices des 2^e et 1^{re} catégories (communes de plus de 40,000 et de plus de 100,000 habitants) qui ont plus de douze années de services au 1^{er} janvier 1904, parce qu'ils jouissent généralement d'un revenu supérieur à celui que leur assure la proposition de loi.

Dans les grandes villes, les barèmes dépassent de beaucoup le traitement réglementaire.

D'après l'*Almanach royal*, on constate que dans les quatre grandes villes du pays, Anvers, Bruxelles, Gand et Liège (plus de 100,000 habitants), il y a 1,400 et plus d'instituteurs primaires (d'écoles gratuites et payantes), et dans les neuf communes de la deuxième catégorie, savoir : Malines, Anderlecht, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Schaerbeek, Louvain, Bruges et Verviers, il y en a environ 1,600, soit en tout 3,000.

Mettons que les deux cinquièmes d'entre eux aient plus de douze années de services et que leur traitement soit supérieur à celui que le projet leur assure pour 1904. Les trois autres cinquièmes, qui ont moins de douze années, sont déjà écartés pour le motif ci-dessus indiqué, à savoir qu'ils ne peuvent avoir droit, au 1^{er} janvier 1904, qu'à deux augmentations de 100 francs, ce que leur assure également la proposition de loi.

Nous pouvons donc écarter du calcul de l'augmentation éventuelle résultant de la proposition de loi, ces 3,000 agents.

Il en restera donc $5,500 - 3,000 = 2,500$ qui pourront bénéficier, à partir du 1^{er} janvier 1904, de la proposition.

Ces 2,500 agents doivent être répartis en quatre groupes :

1^o Ceux qui au 1^{er} janvier 1904 compteront 12 et moins de 16 années de services.

2^o Ceux qui au 1^{er} janvier 1904 compteront 16 et moins de 20 années de services.

3^o Ceux qui au 1^{er} janvier 1904 compteront 20 et moins de 24 années de services.

4^o Ceux qui au 1^{er} janvier 1904 compteront 24 et plus d'années de services.

1^{er} GROUPE. — On peut admettre que le 1^{er} groupe comprend 1,200 instituteurs, institutrices, sous-instituteurs, sous-institutrices. Ils ont droit, en vertu de la loi scolaire actuelle, à 300 francs d'augmentation totale au 1^{er} janvier 1904. D'après la proposition, ils auront droit à 12 ou 13 ou 14 ou 15 divisé par 4 = 3 périodes quadriennales, savoir :

Deux fois 100 francs. une fois 150 francs = 350 francs, donc augmentation de 50 francs $\times$ 1,200 instituteurs = 60,000 francs.

2^e GROUPE. — Ce groupe se divise en deux :

a) Ceux qui avaient moins de 10 années au 1^{er} janvier 1896;

b) Id. plus id. id.

Les premiers n'ont obtenu que 100 francs d'augmentation à cette dernière date; les autres ont obtenu 200 francs pour ces dix années.

Le groupe *a* aura droit, au 1^{er} janvier 1904, à une augmentation totale de 300 francs, comme les précédents.

D'après notre proposition, ils auront droit à $\frac{16, 17, 18, 19}{4} = 4$ périodes ou $200 + 300 = 500$ francs.

Le groupe *b* a eu droit, en vertu de la loi de 1895, au 1^{er} janvier 1904, à 400 francs d'augmentation totale.

D'après notre proposition, ils auront droit à 500 francs. On peut admettre que dans le 2^e groupe il y a 600 instituteurs et qu'il y en a autant de la catégorie *a* que de la catégorie *b*.

La catégorie *a* entraînera une dépense totale de $500 \times 200 = 60,000$ francs.

La catégorie *b* de $300 \times 100 = 30,000$ francs.

3^e GROUPE. — Tous les agents de ce groupe ont droit, au 1^{er} janvier 1904, à 400 francs d'augmentation, savoir : 200 en 1896, 100 en 1900, 100 en 1904.

D'après notre proposition, ils auront droit à $\frac{20, 21, 22, 23}{4} = 5$ périodes ou 650 francs, soit 250 francs en plus par tête.

Mettons qu'il y en ait 400; l'augmentation de dépense sera de $250 \times 400 = 100,000$ francs.

4^e GROUPE. — Tous les agents de ce groupe ont droit, au 1^{er} janvier 1904 à 400 francs d'augmentation.

Mais il y a lieu de faire remarquer que les instituteurs chefs d'école de la 5^e catégorie, ainsi que les sous-instituteurs de la 5^e catégorie et ceux de la 4^e catégorie, auront droit, en vertu de la loi du 14 août 1903 :

Les premiers à 2,000 francs au 1^{er} janvier 1904, s'ils comptaient au 1^{er} janvier 1896 plus de 20 années de services ;

A 1,800 francs au 1^{er} janvier 1904, s'ils comptaient au 1^{er} janvier 1896 plus de 15 années de services.

Les sous-instituteurs de la 5^e catégorie qui comptaient plus de 15 années au 1^{er} janvier 1896 auront droit à 1,500 francs au 1^{er} janvier 1904.

Ceux de la 4^e catégorie auront droit à 1,550 francs au 1^{er} janvier 1904.

Or, d'après le projet, les premiers auront droit à la même date à 2,000 francs ou six périodes ;

Les seconds à 2,000 francs, soit 200 francs d'augmentation.

Les sous-instituteurs de la 5^e catégorie auront droit à 1,800 francs d'après le projet, donc à 300 francs ; et pour la 4^e catégorie, à 250 francs d'augmentation nouvelle.

Admettons qu'il y ait — pour parfaire le chiffre total de 2,500 instituteurs — 200 instituteurs du 4^e groupe et que, déduction faite des instituteurs de la 5^e catégorie qui ont droit à 2,000 francs au 1^{er} janvier 1904, en vertu de la loi de 1903, et tenant compte de la différence d'augmentation à accorder aux autres, la dépense afférente au 4^e groupe soit réduite de 30,000 francs.

Cette dépense étant de 200 x 400 fr.	80,000 »
	— 30,000 »

Augmentation de la dépense du 4 ^e groupe. fr.	50,000 »
--	----------

Nous aurons donc une nouvelle dépense totale résultant de l'application éventuelle du projet de loi, savoir :

1 ^{er} groupe. fr.	60,000 »
2 ^e —	90,000 »
3 ^e —	100,000 »
4 ^e —	50,000 »
TOTAL. fr.	300,000 »

Remarquons que dans le calcul ci-dessus, nous n'avons pas tenu compte de ce que dans beaucoup de communes de la 5^e, 4^e et 3^e catégorie, les instituteurs jouissent de traitements facultatifs et que les augmentations anticipées peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

La somme de 300,000 francs, comme dépense nouvelle, peut être considérée comme un maximum.

Nous faisons intervenir l'État dans cette dépense pour les trois quarts dans les communes où le produit des centimes additionnels joints au principal des contributions directes n'atteint pas 60 francs; pour les deux tiers

dans celles où ce produit est inférieur à 100 francs et pour la moitié dans les autres.

Nous nous mettons dans l'hypothèse où notre proposition de loi soumise à votre appréciation sera convertie en loi après le 1^{er} janvier 1904.

Les instituteurs qui auront droit à cette date, en vertu de l'article 13 § 1 de la loi scolaire du 13 septembre 1893, à une augmentation quadriennale de 100 francs à partir du 1^{er} janvier 1904, ainsi que ceux qui, en vertu de l'article 2 de la loi du 14 août 1903 auront droit à une augmentation extraordinaire à la même date de 1904, auront acquis ces augmentations avant la promulgation de la nouvelle loi.

Pour dégrever dans une certaine mesure les budgets des petites communes généralement pauvres, nous avons porté aux trois quarts l'intervention de l'État dans celles qui ne paient pas 60 francs de centimes additionnels au principal de contributions directes ; aux deux tiers pour celles où ce produit est inférieur à 100 francs et à la moitié dans toutes les autres.

Pour établir le chiffre de la dépense nouvelle à résulter pour le Trésor public de l'application du projet de loi, il a fallu rechercher combien de communes dans le Royaume appartiennent au groupe qui paie moins de 60 francs d'additionnels, à celui qui paie moins de 100 francs de centimes additionnels, à celui qui paie plus de 100 francs de centimes additionnels.

Il y avait dans le Royaume, à la date du 31 décembre 1901, 2,614 communes.

Toutes les communes n'ont pas d'instituteurs jouissant d'un revenu excédant le minimum ; dans d'autres, le revenu accordé aux instituteurs excède le tarif réglementaire, et le Trésor n'intervient pas dans cet excédent. Dans certaines communes, il n'y a plus qu'une école adoptée tenue par des membres d'une corporation religieuse, qui n'ont pas droit aux augmentations de traitement.

On peut admettre qu'il y a un cinquième des communes qui se trouvent dans l'un ou l'autre de ces cas.

Admettons qu'il y en ait 2,200 en tout qui profitent de l'intervention du Trésor public.

Ce nombre doit être réparti en trois groupes.

Des calculs faits d'après des documents officiels nous ont permis d'évaluer :

a) A 900 le nombre des communes où le produit des centimes additionnels au principal des contributions directes est inférieur à 60 francs ;

b) A 450 le nombre des communes où le produit des centimes additionnels au principal des contributions directes est inférieur à 100 francs ;

c) A 850 le nombre des communes où le produit des centimes additionnels au principal des contributions directes est supérieur à 100 francs.

La somme de 300,000 francs, représentant la dépense nouvelle qui résultera de l'application de notre proposition de loi, devra être partagée proportionnellement à ces nombres ; le résultat donnera la part de dépense afférente à chaque groupe.

Ce calcul donne :

1 ^{er} groupe	fr. 123,000 »
2 ^e groupe	61,000 »
3 ^e groupe	116,000 »
TOTAL.	fr. 300,000 »

D'après ces sommes, l'État interviendra au 1^{er} janvier 1904 :

Pour le 1 ^{er} groupe, pour les trois quarts ou	fr. 93,000 »
Pour le 2 ^e groupe, pour les deux tiers ou	40,600 »
Pour le 3 ^e groupe, pour la moitié ou	58,000 »
TOTAL.	fr. 191,600 »

Soit, en chiffres ronds, 193,000 francs.

Il est à remarquer que si, d'une part, l'intervention de l'État est plus forte par suite de l'élévation du taux d'intervention pour les petites communes, elle sera d'autre part réduite dans une certaine proportion pour ce qui regarde les dépenses à résulter de la loi du 22 juin 1899, qui étaient précédemment à la charge exclusive de l'État et dans lesquelles nous ne faisons intervenir le Trésor que pour les trois quarts ou les deux tiers suivant que les communes de la 5^e catégorie appartiennent au premier ou au second groupe.

Si le Trésor avait continué à intervenir pour les deux tiers au lieu des trois quarts dans les augmentations de traitement accordées aux instituteurs des petites communes du 1^{er} groupe, sa part dans ces augmentations ne se serait élevée qu'à 82,000 francs au lieu de 93.000 francs. L'élévation du taux d'intervention de l'État pour les petites communes grève donc le Trésor d'une somme de 11,000 francs.

Si de cette somme nous défalquons le bénéfice que fait le Trésor pour ce qui concerne les augmentations accordées en vertu de la loi de 1899, le surcroît de dépense résultant de l'élévation du taux d'intervention n'atteindra pas 5,000 francs.

A. BUYL.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 15 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 septembre 1895 est remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 15, § 1. — Les instituteurs, les sous-instituteurs, les institutrices et les sous-institutrices auront droit, à l'expiration de chaque période de quatre années de bons services, à une augmentation de traitement qui sera fixée comme suit :

A 100 francs à l'expiration de chacune des deux premières périodes ;

A 150 francs à l'expiration de chacune des quatre suivantes, de façon à leur permettre d'obtenir après vingt-quatre années de bons services, 800 francs d'augmentation de traitement.

§ 2. — Toutes les années de services rendus après une nomination définitive dans l'enseignement primaire, soit en qualité d'instituteur ou d'institutrice, de sous-instituteur ou de sous institutrice, dans les écoles communales ou adoptées, compteront pour les augmentations quadriennales.

§ 3. — Les périodes quadriennales prendront cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'entrée en fonctions à titre définitif.

§ 4. — Sur la proposition du Conseil communal, après avoir pris l'avis de l'inspecteur scolaire et de la Députation permanente et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation quadriennale. L'instituteur peut, en tout temps, être relevé de cette déchéance par le Ministre

WETSVOORSTEL

EENIG ARTIKEL.

Artikel 15 der organieke wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs wordt door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 15, § 1. — De onderwijzers, de hulponderwijzers, de onderwijzeressen en de hulponderwijzeressen hebben, na verloop van elk vierjarig tijdvak van goede diensten, recht op eene verhooging van jaarwedde, die bepaald wordt als volgt :

100 frank na verloop van elk der twee eerste tijdvakken ;

150 frank na verloop van elk der vier volgende, derwijze dat ze, na vier en twintig jaren goede diensten, 800 frank traktementsverhooging kunnen bekomen.

§ 2. — Alle jaren dienst, na eene bepaalde benoeming in het lager onderwijs, hetzij als onderwijzer of onderwijzeres, hetzij als hulponderwijzer of hulponderwijzeres, bewezen in de gemeentescholen of in de aangenomen scholen, tellen voor de vierjarige verhooging.

§ 3. — De vierjarige tijdvakken zullen aanvangen den 1^o Januari van het jaar volgende op het voorgoed in dienst treden.

§ 4. — Op voorstel van den Gemeenteraad, na het advies van den schoolopziener en van de Bestendige deputatie ingewonnen en den onderwijzer in zijne uitleggingen gehoord te hebben, kan de Minister van Binnenlandsehe Zaken en Openbaar Onderwijs, bij met redenen omkleede beslissing, verklaren dat er geene aanleiding toe bestaat om den onderwijzer de vierjarige verhooging te verleenen. Op voorstel van den

et sur la proposition du Conseil communal ou de l'inspecteur scolaire.

§ 5. — Les augmentations facultatives de traitement allouées par anticipation aux membres du personnel enseignant des écoles primaires peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

§ 6. — A partir du 1^{er} janvier 1904, les instituteurs et sous-instituteurs, ainsi que les institutrices et sous-institutrices, pourront faire valoir, en périodes quadriennales, les années de service qu'ils comptent depuis leur nomination définitive dans l'enseignement primaire communal ou adopté. La fraction de période qui résultera, dans certains cas, de ce calcul, servira à parfaire la période quadriennale suivante.

§ 7. — Leur traitement sera fixé, sans préjudice de l'augmentation quadriennale en cours, au minimum afférent à la catégorie à laquelle appartient la commune ou la section de commune dans laquelle l'école est établie, augmenté d'autant de fois cent ou, suivant le cas, cent cinquante francs qu'ils comptent de périodes quadriennales, sans que l'augmentation totale puisse dépasser le maximum de 800 francs.

§ 8. — Les augmentations obligatoires de traitement obtenues restent acquises aux membres du personnel enseignant, quelle que soit la position qu'ils occuperont dans la suite dans l'enseignement primaire communal ou adopté.

• § 9. — Lorsque, par suite de la diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école conservent les traitements et les droits à l'augmentation qu'ils ont acquis en vertu du premier alinéa de l'article 13 de la loi du 13 septembre 1893 et du présent article. Lorsqu'une école entre dans une catégorie supérieure, les membres du personnel enseignant y attaché ont droit au nouveau minimum majoré des

Gemeenteraad of van den schoolopziener, kan de Minister, te allen tijde, de tegen den onderwijzer uitgesproken vervallenverklaring opheffen.

§ 5. — De niet verplichte verhoogingen van jaarwedde, vooruit toegekend aan de leden van het onderwijzend personeel der lagere scholen, mogen van de latere verplichte verhoogingen worden afgetrokken.

§ 6. — Te rekenen van 1 Januari 1904, mogen de onderwijzers en hulponderwijzers alsmede de onderwijzeressen en hulponderwijzeressen doen gelden als vierjarige tijdvakken de dienstjaren die zij, sedert hunne bepaalde benoeming, in het gemeentelijk of aangenomen lager onderwijs tellen. Het deel van tijdvak hetwelk, in sommige gevallen, tengevolge dier berekening overschiet, dient tot aanvulling van het volgend vierjarig tijdvak.

§ 7. — Hunne jaarwedde wordt, ongeminderd de loopende vierjarige verhoging, vastgesteld op het minimum toekomende aan de reeks tot welke behoort de gemeente of de afdeeling van gemeente waar de school is gevestigd, verhoogd met zoveelmaal honderd of, volgens het geval, honderd vijftig frank als zij vierjarige tijdvakken tellen, zonder dat de geheele verhoging het maximum van 800 frank moge te boven gaan.

§ 8. — De verworven verplichte verhoogingen van jaarwedde blijven den leden van het onderwijzend personeel behouden, welke ook de plaats zij die zij daarna bekleeden in het gemeentelijk of aangenomen lager onderwijs.

§ 9. — Wordt, ten gevolge der vermindering van de bevolking der gemeente, eene school in eene lagere reeks gerangschikt, dan werkt deze verandering enkel ten aanzien van het na die nieuwe rangschikking benoemd personeel. De vroeger aan de school gehechte onderwijzers behouden de jaarwedden en de rechten op verhoging die zij uit kracht van het eerste lid van artikel 13 der wet van 13 September 1893 en uit kracht van dit artikel verwierven. Gaat eene school tot eene hoogere reeks over, dan hebben de leden van het daaraan gehecht personeel recht op het nieuw mini-

augmentations dont ils jouissaient, sans préjudice à l'augmentation quadriennale en cours.

§ 10. — Dans les communes où le produit de 1 centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 60 francs, l'État supportera les trois quarts des augmentations obligatoires; il en supportera les deux tiers dans les communes où ce produit est supérieur à 60 francs mais inférieur à 100 francs et la moitié dans les autres communes.

§ 11. — Les lois du 22 juin 1899 et du 14 août 1903 sont abrogées.

mum, vermeerderd met de verhoogingen die zij genoten, ongeminderd de loopende vierjarige verhooging.

§ 10. — In de gemeenten waar de opbrengst van 1 opeentime op de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen 60 frank niet te boven gaat, draagt de Staat de drie vierden van de verplichte verhoogingen; hij draagt er de twee derden van in de gemeenten waar die opbrengst hooger dan 60 frank is doch beneden de 100 frank blijft, en de helft in de overige gemeenten.

§ 11. — De wetten van 22 Juni 1899 en 14 Augustus 1903 worden ingetrokken.

ADOLPHE BUYL.
VICTOR VANDER WALLE.
XAVIER NEUJEAN.
CAMILLE LIEFMANS.
PAUL HYMANS.
LÉON TERMOTE.

(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 DECEMBER 1903.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 der organieke wet
van 15 September 1895 op het lager onderwijs.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Artikel 15, paragraaf 1, der schoolwet bepaalt dat « de onderwijzer recht » heeft op 100 frank verhooging van jaarwedde na verloop van elk vierjarig » tijdvak van goede diensten, tot bedrag van de noodige som om het wette- » lijk minimum der jaarwedde, verbonden aan de reeks waartoe de school » behoort, waar hij zijn ambt uitoefent, met 600 frank te vermeerderen ».

Ingevolge het 2^e lid van gemeld artikel « vangt het eerste vierjarig tijdvak » den 1ⁿ Januari 1892 aan voor de onderwijzers die vóór dien datum bepaald » zijn benoemd; voor de anderen vangt het aan den 1ⁿ Januari van het jaar » volgende op den datum hunner bepaalde benoeming ».

Uit dezen tekst blijkt dat de wetgever in 1895 wilde dat de onderwijzers, die den 1ⁿ Januari 1892 in betrekking waren, en zij die later in het lager onderwijs zouden treden, mochten rekenen op 600 frank verhooging van jaarwedde *na vier en twintig jaar goede diensten*. Deze verhoogingen beschouwde hij als eene belooning voor de goede diensten, door de onderwijzers bewezen, welke verhoogingen bijgevolg deel uitmaken van hun inkomen en die zij *gansch hunne loopbaan door* moeten behouden.

Er valt overigens op te merken dat om de onderwijzers te veroorloven na vier en twintig dienstjaren het maximum der jaarwedde te bereiken, zij, wanneer zij van betrekking of van schoolreeks veranderden, behalve het minimum der jaarwedde van hunne betrekking, de verhoogingen van jaarwedde dienden te verkrijgen, dien zij te voren hadden genoten.

Uit het goed begrepen artikel 15 volgen deze regelen :

1^o Het minimum der jaarwedde is verbonden aan de betrekking door den onderwijzer vervuld ;

2^o De verhoogingen van jaarwedde zijn verbonden aan zijn persoon en moeten hem tijdens zijne gansche loopbaan volgen.

In de uitlegging, door de Regeering in hare omzendbrieven gegeven aan artikel 15, miskende zij die regelen, bewerende dat de bepaling in het slotlid van dit artikel hare toepassing niet veroorloofde in geval van verandering van betrekking.

Wij nemen aan dat de besproken bepaling weinig duidelijk is, doch achten dat hare strekking erg werd ontaard.

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben bij de Kamer in te dienen, strekt om die bepaling uit de schoolwet te doen verdwijnen, want zij schijnt zich te verzetten tegen de toepassing van de beginselen die wij hierboven opsomden, en die berusten in het eerste lid van artikel 15.

Hooger zegden wij dat de wetgever in 1895 de verplichte verhoogingen van jaarwedde beschouwde als eene belooning voor goede diensten, door de onderwijzers bewezen; bijgevolg zouden de gezonde rede en de billijkheid eischen dat al de diensten, door de onderwijzers vóór 1 Januari 1892 bewezen, werden aangenomen voor het verwerven van die belooning.

De wetgever dacht er in 1895 anders over; hij nam de diensten van vóór dien datum slechts aan voor het tienjarig tijdvak vóór 1896 en kende aan dat tijdvak de dubbele verhooging van 200 frank toe.

Zoo konden vele oude onderwijzers het maximum der jaarwedde, door artikel 15 voorzien, niet meer bereiken vóórdát zij op pensioen werden gesteld.

Ook trokken van in 1896 de onderwijzers duchtig te velde om herziening van artikel 15 te bekomen, wat de heeren Maenhaut en dezes vrienden overhaalde om ter Kamersitting van 4 Januari 1897, een wetsvoorstel over te leggen, ten einde in zekere mate den toestand der onderwijzers van de 5^e reeks te verbeteren, door verhooging van het maximum hunner jaarwedde.

Dat voorstel werd in de afdeelingen verworpen. De Middenafdeeling, denkende dat er iets te doen was voor de oude onderwijzers, maakte een nieuw wetsvoorstel op, waarbij de onderteekenaars van het in de afdeelingen verworpen ontwerp zich aansloten.

Dat ontwerp werd de wet van 22 Juni 1899. Het bepaaldt « dat de jaarwedden der onderwijzers schoolbestuurders, die op 1 Januari 1896 vijftien » tot twintig dienstjaren telden, twintig tot vijf en twintig, en vijf en twintig » en meer dienstjaren, te rekenen van 1 Januari 1899 wederzijds een » inkomen van 1,500, 1,600 of 1,700 frank zouden hebben, ongeminderd de » loopende vierjarige verhooging ».

Wij moeten doen opmerken dat op bovenvermelden datum van 1 Januari 1899, de onderwijzers van elke reeks, alsmede de hulponderwijzers en hulponderwijzeressen die tien en meer dienstjaren telden op 1 Januari 1896, te beginnen van dien datum recht hadden gehad op

200 frank verhooging hunner jaarwedde. Diegenen van de 5^e reeks genoten dus als hoofdonderwijzers eene jaarwedde van 1,400 frank, die der 4^e reeks eene wedde van 1,600 frank en die van de 3^e eene wedde van 1,800 frank.

Men ziet dat de nieuwe wet van 1899 maar van toepassing was op de onderwijzers schoolbestuurders der 5^e reeks, en uitzonderlijk op die der 4^e, welke na vijf en twintig jaar dienst slechts 1,600 frank jaarwedde genoten.

In 1899 oordeelde de wetgever dus dat deze ambtenaren gedurende vijftien, twintig of vijf en twintig jaar en meer, goede diensten hadden bewezen en men hun, als belooning, verhoogingen van jaarwedde moest verleenen, verschillend van 100 tot 300 frank, doch terzelfver tijd sloot hij van hetzelfde voordeel uit, niet enkel de onderwijzeressen, de hulponderwijzers en hulponderwijzeressen der 5^e reeks, die in zake van dienstjaren op denzelfden voet stonden als de hoofdonderwijzers van dezelfde reeks, maar ook al de leden van het onderwijzend personeel der andere reeksen, die in 1896 maar tien dienstjaren konden doen gelden voor de dubbele verhooging van 200 frank. Die handelwijze was redematig noch rechtvaardig.

Ook bevredigde de wet van 1899 slechts een gering gedeelte onderwijzers der 5^e reeks, en deed zij een storm van klachten oprijzen.

De heeren Maenhaut en medeleden, andermaal hunne eischen vertolkend, legden in den loop van dit jaar een wetsvoorstel over, dat strekte om onderstaande beginselen te doen bekrachtigen.

1^o De verplichte verhoogingen van jaarwedde moeten gehandhaafd worden, wanneer de onderwijzer verandert van betrekking of van reeks;

2^o Oude onderwijzers mogen, in vierjarige tijdvakken, al de dienstjaren doen gelden, *behalve vijf*, voor onderwijzers en onderwijzeressen;

3^o Het volle bedrag der verhoogingen voor de onderwijzers van de 5^e reeks kan 800 frank bereiken. Dit der onderwijzeressen van dezelfde reeks 700 frank; eveneens kunnen de hulponderwijzers der 4^e en 5^e reeks in 't geheel 700 frank verhooging verwerven; de hulponderwijzeressen van de 3^e, 4^e en 5^e reeks insgelijks 700 frank.

Onder voorwendsel van te zware kosten, verwierp de Regeering het voorstel en bood amendementen aan, die een nieuw ontwerp uitmaakten : dit laatste is de wet van 14 Augustus 1903 geworden.

Krachtens die wet, hebben de hoofdonderwijzers der 5^e reeks, die als zoodanig van vijftien tot twintig dienstjaren tellen op 1 Januari 1896, den 1ⁿ Januari 1904 recht op eene jaarwedde van 1,800 frank, die tot 2,000 frank wordt verhoogd na verloop van het volgende vierjarig tijdvak. De onderwijzers van dezelfde reeks, die op voormelden datum vijf en twintig of meer dienstjaren tellen, hebben den 1ⁿ Januari 1904 recht op 2,000 frank jaarwedde.

De wet voorziet ook eene uitzonderlijke verhooging van jaarwedde ten voordeele der hulponderwijzers van de 5^e en de 4^e reeks, die op 1ⁿ Januari 1896 meer dan vijftien dienstjaren hadden. Daarenboven bepaalt artikel 1, *voor de toekomst*, dat de verhoogingen, verschuldigd na afloop van het 5^e en het 6^e vierjarig tijdvak, gebracht worden op 200 frank voor de onderwijzers en hulponderwijzers der 5^e reeks en op 150 frank voor de hulponderwijzers der 4^e reeks.

Door die wet, erkent de Regeering stilzwijgenderwijs dat de schoolwetten van 1893 en 1899 onrechtvaardig waren voor de oude onderwijzers der 5^e reeks en voor de hulponderwijzers der 4^e en 5^e.

Doch niet alleen deze ambtenaren werden door de schoolwetten benadeeld; ook al diegenen der andere reeksen welke den 1ⁿ Januari 1896 meer dan tien dienstjaren telden.

Deze ambtenaren klagen onophoudend over dien voor hen schadelijken toestand, en vragen met reden om eene wet, volgens welke zij voor de verhoogen hunne vorige diensten mogen doen gelden.

De billijkheid van dezen laatsten eisch erkennende, hebben wij in ons wetsvoorstel eene bepaling opgenomen, volgens welke zij al hunne werkdagige dienstjaren mogen doen gelden in vierjarige tijdvakken, doch derwijze dat de gansche verhooging voor allen niet meer mag bedragen dan 800 frank. Daar sedert lang het minimum der jaarwedde, voorzien bij artikel 13 der schoolwet, ontoereikend werd geacht, waren wij van plan ze te verhoogen; doch om de begrooting der gemeenten, die gansch alleen de lasten van de verhooging der minima moeten dragen, niet al te zwaar te belasten, oordeelden wij het meer billijk en practisch het bedrag der verplichte vierjarige verhoogen te brengen op 150 frank voor de vier laatste tijdvakken, zoodat na vier en twintig dienstjaren de volle verhooging van 800 frank wordt bereikt.

Aldus handelende, eerbiedigen wij het beginsel, in 1893 door den wetgever gesteld, te weten : dat verhooging van jaarwedde het loon moet zijn van goede diensten; bijgevolg moeten al de leden van het onderwijzend personeel der lagere scholen, zonder onderscheid, goede diensten kunnende inroepen, in staat zijn om na verloop van een vierjarig tijdvak dezelfde verhooging van jaarwedde te erlangen.

Verleent men, zooals de wet van 14 Augustus 1903 doet, aan de onderwijzers van eene reeks nu 200, dan 150 frank verhooging van jaarwedde, na vier jaar goede diensten, en aan hunne ambtgenooten der andere reeksen slechts 100 frank, zoo verklaart men eerstgemelden verdienstelijker dan de anderen; dat is eene onrechtstreeksche blaam voor laatstbedoelden; daardoor wordt moedeloosheid verwekt onder deze nederige ambtenaren.

Insgelijks lieten wij uit artikel 13 de bepaling van het 5^o lid wegvallen, volgens welke de onderwijzer die « werd getroffen door eene ergere tucht- » straf dan de gemeenteraad mag uitspreken zonder goedkeuring der » Bestendige Deputatie, wordt beroofd van de verhooging betreffende » het vierjarig tijdvak gedurende hetwelk de straf werd opgelegd ».

De erge tuchtstraffen, waarvan deze bepaling gewaagt, is schorsing met berooving van jaarwedde.

Welnu, artikel 10 der schoolwet zegt dat de schorsing, door den gemeenteraad uitgesproken, door hem niet wegens dezelfde feiten mag worden herhaald.

Dus wilde de wetgever niet dat de onderwijzer tweemaal erg werd gestraft om *dezelfde reden*.

Men vraagt zich af hoe hij in artikel 13 kan aannemen dat voor hetzelfde feit een onderwijzer van zijn ambt geschorst, met berooving van jaarwedde, .

nog eene tweede maal wegens hetzelfde feit werd gestraft door verlies van zijne verhooging van jaarwedde, welke maatregel hem kan berooven van een deel zijner rechten op pensioen.

Om bovenvermelde reden, achten wij dat deze al te strenge en onrechtvaardige bepaling uit de schoolwet moet verdwijnen. Heeft de onderwijzer slechten dienst gedaan, zoo kan de Minister hem berooven van zijne verhooging; doch een onderwijzer, zelfs door eene erge tuchtstraf getroffen, is daarom niet steeds een onderwijzer die slechten dienst bewees. Om eene onbedachte uiting van wrevel, kan de beste onderwijzer door de plaatselijke of de hoogere overheid worden bestraft. Anderzijds is het niet meer dan billijk dat gemeenteonderwijzers even goed worden behandeld als aangenomen onderwijzers, op wie de in artikel 10 der schoolwet van 1895 voorgeschreven tuchtmaatregelen niet van toepassing zijn, en die uit dien hoofde niet kunnen beroofd worden van eene verhooging van jaarwedde.

Wat betreft de geldelijke lasten, die volgen uit de toepassing van ons voorstel, blijkt uit de berekeningen, gemaakt naar officieele opgaven, dat de vermeerdering, voor het dienstjaar 1904, geene 300,000 frank zal bereiken.

Wij doen de Schatkist in deze uitgave bijdragen voor drie vierden, in gemeenten waar de opbrengst der opcentiemen op de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen geene 60 frank bereikt; voor twee derden, in die waar deze opbrengst minder bedraagt dan 400 frank, en in de andere voor de helft.

Derwijze ontlasten wij in zekere mate de begrooting der doorgaans arme kleine gemeenten.

Uit de berekeningen, naar zeer ernstige grondslagen gemaakt, blijkt dat de nieuwe uitgaaf in 1904, door de toepassing van het aan uw oordeel onderworpen voorstel, voor de Schatkist weinig meer dan 195,000 frank zal bedragen (*).

Met volle vertrouwen, Mijne Heeren, hebben wij de eer onderstaande wetsvoorstel bij de Kamer in te dienen. Het zal, hopen wij, in ruime mate voldoening schenken aan de billijke eischen der onderwijzers.

A. BUYL.

(*) Zie medegaande bijlage.

BIJLAGE

BEREKENING VAN DE GELDELIJKE GEVOLGEN VAN ONS WETSVOORSTEL.

Volgens het driejarig verslag 1897-1899 (19^e verslag) waren er op 31 December 1899, 10,035 gemeenteonderwijzers en 1,034 wereldlijke en gediplomeerde aangenomen onderwijzers, dus te zamen 11,067 onderwijzers.

Zeggen wij dat er op 31 December 1903, 12,000 zijn die recht hebben aan de voordeelen, voorzien onder artikel 13 en 13 der schoolwet.

Men mag aannemen dat meer dan de helft onder hen min dan twaalf dienstjaren zullen hebben op 1 Januari 1904. Dezen hebben eerst op dien datum recht op eene gezamenlijke verhooging van 200 frank.

Daar het wetsvoorstel enkel twee verhoogingen van 100 frank voorziet na twee vierjarige tijdvakken, zal dus al wie min dan twaalf jaar dienst telt op 1 Januari 1904, géén onmiddellijk voordeel trekken uit het wetsvoorstel.

Wij mogen dus die groote helft buiten rekening laten en onderstellen dat er 5,500 overblijven, die twaalf jaar en meer dienst tellen op 1 Januari 1904.

Van dat getal mag men aftrekken de onderwijzers en hulponderwijzers, de onderwijzeressen en hulponderwijzeressen der 2^e en der 1^e reeks (gemeenten met meer dan 40,000 en meer dan 100.000 inwoners) die op 1 Januari 1904 meer dan twaalf jaar dienst tellen, omdat zij doorgaans eene grootere jaarwedde genieten dan het wetsvoorstel hun toekent.

In de groote steden overtreft de schaal der jaarwedden merkelyk de door de wet voorziene.

Volgens den *Almanach royal*, zijn er in de vier groote steden van 't land, Antwerpen, Brussel, Gent en Luik (met meer dan 100,000 inwoners) boven de 1,400 lagere onderwijzers (van kostelooze en betalende scholen) en in de negen gemeenten der 2^e reeks, met name te Mechelen, Anderlecht, Elsene, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Schaarbeek, Leuven, Brugge en Verviers, zijn er nagenoeg 1,600, dus te samen 3,000.

Laat ons aannemen dat de twee vijfden onder hen meer dan twaalf jaar dienst tellen en dat hunne jaarwedde hooger is dan die door het wetsvoorstel voorzien voor 1904. De drie andere vijfden, die min dan twaalf jaar dienst tellen, zijn reeds ter zijde geschoven, om de hooger vermelde reden dat zij, op 1 Januari 1904, maar kunnen recht hebben op twee verhoogingen van 100 frank, wat het wetsontwerp hun reeds waarborgt.

Die 3,000 man mogen wij bij het berekenen van de mogelijke vermeerdering welke uit het wetsvoorstel zal voortspruiten, dus onverlet laten.

Zoo blijven er $5,500 - 3,000 = 2,500$ die reeds den 1 Januari 1904 het voordeel van het wetsvoorstel kunnen genieten.

Die 2,500 onderwijzers moeten verdeeld worden in vier groepen :

1 ^o	Zij die, op 1 Januari 1904, 12 en minder dan 16 dienstjaren tellen;	
2 ^o	— — — 16 — 20 —	
3 ^o	— — — 20 — 24 —	
4 ^o	— — — 24 en meer dienstjaren tellen.	

1^{ste} GROEP. — Er mag worden aangenomen dat die eerste groep 1,200 onderwijzers en onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen telt. Krachtens de huidige schoolwet, hebben zij recht op 300 frank gezamenlijke verhooging op 1 Januari 1904. Volgens het wetsvoorstel, zullen zij recht hebben op 12 of 13 of 14 of 15 verdeeld door 4 = 3 vierjarige tijdvakken, te weten :

Tweemaal 100 frank, eens 150 frank = 350 frank, dus verhooging van 50 frank $\times$ 1,200 onderwijzers = 60,000 frank.

2^{de} GROEP. — Deze groep begrijpt twee soorten van onderwijzers :

- a) Zij die min dan 20 dienstjaren tellen op 1 Januari 1896.
- b) — — — — — id. — — — — — id.

De eersten hebben slechts 100 frank verhooging bekomen op dien datum; de anderen bekwamen 200 frank voor die tien jaar.

De groep *a* zal den 1^o Januari 1904 recht hebben op eene gezamenlijke verhooging van 300 frank, zooals de voorgaande

Volgens ons wetsvoorstel zullen zij recht hebben op $\frac{16, 17, 18, 19}{4} = 4$ tijdvakken of $200 + 300 = 500$ frank.

De groep *b* had, krachtens de wet van 1895, den 1^o Januari 1904, recht op 400 frank gezamenlijke verhooging.

Volgens ons wetsvoorstel, zullen zij recht hebben op 500 frank. Er mag aangenomen worden dat er in de 2^o groep 600 onderwijzers zijn en dat beide groepen *a* en *b* er een gelijk getal hebben.

De groep *a* zal eene gezamenlijke uitgaaf vergen van $300 \times 200 = 60,000$ fr.

De groep *b* eene uitgaaf van $300 \times 100 = 30,000$ frank.

3^{de} GROEP. — Al wie tot die groep behoort, heeft, den 1^o Januari 1904, recht op 400 frank verhooging, te weten 200 in 1896, 100 in 1900 en 100 in 1904.

Volgens ons wetsvoorstel zullen zij recht hebben op $\frac{20, 21, 22, 23}{4} = 5$ tijdvakken of 650 frank, dus 250 frank per man.

Laat ons zeggen dat er 400 zijn; de vermeerdering van de uitgaven zal bedragen $250 \times 400 = 100,000$ frank.

4^{de} GROEP. — Al wie tot die groep behoort, heeft, den 1ⁿ Januari 1904, recht op 400 frank verhooging.

Er valt echter op te merken dat de onderwijzers schoolbestuurders van de 5^o reeks alsook de hulponderwijzers der 5^o en der 4^o reeks, krachtens de wet van 14 Augustus 1903, recht zullen hebben :

De eersten op 2,000 frank, den 1ⁿ Januari 1904, indien zij op 1ⁿ Januari 1896 meer dan 20 dienstjaren telden;

Op 1.800 frank, den 1ⁿ Januari 1904, indien zij op 1ⁿ Januari 1896 meer dan 15 dienstjaren telden.

De hulponderwijzers der 5^o reeks die den 1ⁿ Januari 1896 meer dan 15 jaar dienst telden, zullen den 1ⁿ Januari 1904, recht hebben op 1,500 frank.

Die der 4^o reeks zullen den 1ⁿ Januari 1904, recht hebben op 1,530 frank.

Welnu, volgens het wetsvoorstel zullen de eersten op denzelfden datum, recht hebben op 2,000 frank, of zes tijdvakken;

De tweeden op 2,000 frank, dus 200 frank verhooging.

De hulponderwijzers der 5^o reeks zullen recht hebben op 1,800 frank volgens het wetsvoorstel, dus op 300 frank; en voor de 4^o reeks, op 250 frank, nieuwe verhooging.

Aangenomen dat er — om tot het gezamenlijke cijfer van 2,500 onderwijzers te geraken — 200 onderwijzers van de 4^o groep zijn en dat, na aftrek van de onderwijzers der 5^o reeks die den 1ⁿ Januari 1904 recht hebben op 2,000 frank, krachtens de wet van 1903, en rekening houdende met het verschil van verhooging, aan de anderen te verleenen, de uitgaaf, benodigd voor de 4^o groep, met 30,000 frank vermindere.

Daar die uitgaaf 200×400 bedroeg of	fr.	80,000	»
		— 30,000	»

zoo zal de verhooging der uitgaven voor de 4 ^o groep be-			
dragen	fr.	50,000	»

Wij komen dus tot eene algeheele nieuwe uitgaaf, als gevolg van de mogelijke toepassing van het wetsvoorstel, die zal bedragen :

Voor de 1 ^o groep	fr.	60,000	»
— 2 ^o —		90,000	»
— 3 ^o —		100,000	»
— 4 ^o —		50,000	»

TE ZAMEN.	fr.	300,000	»
-------------------	-----	---------	---

Laat ons aanmerken dat wij, in bovenstaande raming, er geen rekening mede hielden dat in veel gemeenten der 5^o, 4^o en 3^o reeks, de onderwijzers meer dan de verplichte jaarwedde genieten en dat de vervroegde verhoogingen kunnen afgetrokken worden van de latere verplichte verhoogingen.

Het bedrag van 300,000 frank als nieuwe uitgaaf mag als een maximum worden beschouwd.

Wij doen den Staat in die uitgaaf bijdragen voor drie vierden in

gemeenten waar de opbrengst der opcentiemen gevoegd bij de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen geene 60 frank bereikt; voor twee derden in de gemeenten waar die opbrengst minder is dan 100 frank en voor de helft in de andere.

Wij onderstellen dat het wetsvoorstel, aan uw oordeel onderworpen, tot wet zal worden gemaakt na 1 Januari 1904.

De onderwijzers die op dien datum, krachtens artikel 15 § 1 der schoolwet van 15 September 1893, recht hebben op eene vierjarige verhooging van 100 frank, van af 1 Januari 1904, alsmede zij die, krachtens artikel 2 der wet van 14 Augustus 1903, recht hebben op eene buitengewone verhooging van af 1 Januari 1904, zullen die verhoogingen bekomen hebben voor dat de nieuwe wet is afgekondigd.

Om eenigszins de begrooting te ontlasten van de over 't algemeen arme kleine gemeenten, hebben wij de bijdrage van den Staat op drie vierden bepaald, in gemeenten die geen 60 frank opcentiemen betalen, gevoegd bij de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen; op twee derden in de gemeenten waar die opbrengst beneden de 100 frank blijft, en op de helft in al de andere.

Om het bedrag op te maken van de nieuwe uitgave die voor de Schatkist 't gevolg zal zijn van de toepassing dezer wet, diende onderzocht te worden hoeveel gemeenten er in ons land zijn, die min dan 60 frank opcentiemen betalen, hoeveel er minder betalen dan 100 frank en hoeveel meer dan 100 frank.

Op 31 December 1901, telde het land 2,614 gemeenten.

Niet alle gemeenten hebben onderwijzers die meer dan het minimum trekken; in andere overtreft de jaarwedde der onderwijzers het wettelijk tarief en de Schatkist draagt niet bij in dat verschil. In zekere gemeenten, is er nog slechts eene aangenomene school, gehouden door leden eener kloosterorde die geen recht hebben op de verhoogingen van jaarwedde.

Er mag aangenomen worden dat een vijfde der gemeenten in het een of in het ander dier gevallen verkeerren.

Laat ons zeggen dat er in 't geheel 2,200 zijn die nut trekken uit de bijdrage der Openbare Schatkist

Dat getal dient in drie groepen verdeeld te worden.

Uit berekeningen, opgemaakt naar officiële oorkonden, konden wij afleiden dat :

a) Er 900 dier gemeenten zijn, waar de opbrengst der opcentiemen bij de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen geene 60 frank bereikt;

b) Er 450 dier gemeenten zijn, waar die opbrengst geene 100 frank bereikt;

c) Er 850 dier gemeenten zijn waar die opbrengst meer dan 100 frank bedraagt.

De som van 300,000 frank, bedrag der nieuwe uitgaaf te verwekken door de toepassing van onderhavig wetsvoorstel, moet in verhouding tot die

getallen worden verdeeld; die verdeeling duidt het gedeelte aan der uitgaaf aan iedere groep te besteden, namelijk :

Voor de 1 ^e groep	123,000 frank.
— 2 ^e —	61,000 —
— 3 ^e —	116,000 —
TE ZAMEN.	300,000 frank.

In die sommen zal de Staat bijdragen op 1 Januari 1904 :

Bij de 1 ^e groep voor de drie vierden of.	93,000 frank.
— 2 ^e — twee derden of.	40,600 —
— 3 ^e — helft of	58,000 —
TE ZAMEN.	191,600 frank,

of nagenoeg het rond cijfer van 193,000 frank.

Er dient opgemerkt te worden, dat zoo eenerzijds de bijdrage van den Staat grooter is ten gevolge van de verhooging zijner bijdrage voor de kleine gemeenten, die bijdrage anderzijds in zekere mate wordt verminderd wat de uitgaven betreft ten gevolge van de wet van 22 Juni 1899, welke vroeger uitsluitend ten laste van den Staat vielen, en waarin wij de Schatkist maar doen bijdragen voor drie vierden of twee derden volgens de gemeenten der 5^e reeks tot de eerste of tot de tweede groep behooren.

Had de Schatkist bij voortduring voor twee derden in de plaats van voor drie vierden bijgedragen in de verhoogingen van jaarwedde der onderwijzers in de kleine gemeenten der 1^e groep, dan had haar aandeel in die verhoogingen maar 82,000 frank beloopt in plaats van 93,000 frank. De verhooging van 't bedrag van Staats tusschenkomst voor de kleine gemeenten, belast dus de Schatkist met eene som van 11,000 frank.

Zoo wij van die som de winst aftrekken, welke de Schatkist verwezenlijkt, wat de verhoogingen betreft krachtens de wet van 1899 verleend, dan zal de vermeerdering van uitgaven ten gevolge van het verhoogen van het beloop der bijdrage, geene 5,000 frank bereiken.

ADOLF BUYL.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 15 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 septembre 1895 est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 15, § 1. — Les instituteurs, les sous-instituteurs, les institutrices et les sous-institutrices auront droit, à l'expiration de chaque période de quatre années de bons services, à une augmentation de traitement qui sera fixée comme suit :

A 100 francs à l'expiration de chacune des deux premières périodes ;

A 150 francs à l'expiration de chacune des quatre suivantes, de façon à leur permettre d'obtenir après vingt-quatre années de bons services, 800 francs d'augmentation de traitement.

§ 2. — Toutes les années de services rendus après une nomination définitive dans l'enseignement primaire, soit en qualité d'instituteur ou d'institutrice, de sous-instituteur ou de sous institutrice, dans les écoles communales ou adoptées, compteront pour les augmentations quadriennales.

§ 3. — Les périodes quadriennales prendront cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'entrée en fonctions à titre définitif.

§ 4. — Sur la proposition du Conseil communal, après avoir pris l'avis de l'inspecteur scolaire et de la Députation permanente et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation quadriennale. L'instituteur peut, en tout temps, être relevé de cette déchéance par le Ministre

WETSVOORSTEL.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 15 der organieke wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Art. 15, § 1. — De onderwijzers, de hulponderwijzers, de onderwijzeressen en de hulponderwijzeressen hebben, na verloop van elk vierjarig tijdvak van goede diensten, recht op eene verhooging van jaarwedde, die bepaald wordt als volgt :

100 frank na verloop van elk der twee eerste tijdvakken ;

150 frank na verloop van elk der vier volgende, derwijze dat ze, na vier en twintig jaren goede diensten, 800 frank traktementsverhooging kunnen bekomen.

§ 2. — Alle jaren dienst, na eene bepaalde benoeming in het lager onderwijs, hetzij als onderwijzer of onderwijzeres, hetzij als hulponderwijzer of hulponderwijzeres, bewezen in de gemeentescholen of in de aangenomen scholen, tellen voor de vierjarige verhooging.

§ 3. — De vierjarige tijdvakken zullen aanvangen den 1^o Januari van het jaar volgende op het voorgoed in dienst treden.

§ 4. — Op voorstel van den Gemeenteraad, na het advies van den schoolopziener en van de Bestendige deputatie ingewonnen en den onderwijzer in zijne uitleggingen gehoord te hebben, kan de Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, bij met redenen omkleede beslissing, verklaren dat er geene aanleiding toe bestaat om den onderwijzer de vierjarige verhooging te verleenen. Op voorstel van den

et sur la proposition du Conseil communal ou de l'inspecteur scolaire.

§ 5. — Les augmentations facultatives de traitement allouées par anticipation aux membres du personnel enseignant des écoles primaires peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

§ 6. — A partir du 1^{er} janvier 1904, les instituteurs et sous-instituteurs, ainsi que les institutrices et sous-institutrices, pourront faire valoir, en périodes quadriennales, les années de service qu'ils comptent depuis leur nomination définitive dans l'enseignement primaire communal ou adopté. La fraction de période qui résultera, dans certains cas, de ce calcul, servira à parfaire la période quadriennale suivante.

§ 7. — Leur traitement sera fixé, sans préjudice de l'augmentation quadriennale en cours, au minimum afférent à la catégorie à laquelle appartient la commune ou la section de commune dans laquelle l'école est établie, augmenté d'autant de fois cent ou, suivant le cas, cent cinquante francs qu'ils comptent de périodes quadriennales, sans que l'augmentation totale puisse dépasser le maximum de 800 francs.

§ 8. — Les augmentations obligatoires de traitement obtenues restent acquises aux membres du personnel enseignant, quelle que soit la position qu'ils occuperont dans la suite dans l'enseignement primaire communal ou adopté.

§ 9. — Lorsque, par suite de la diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école conservent les traitements et les droits à l'augmentation qu'ils ont acquis en vertu du premier alinéa de l'article 13 de la loi du 13 septembre 1893 et du présent article. Lorsqu'une école entre dans une catégorie supérieure, les membres du personnel enseignant y attaché ont droit au nouveau minimum majoré des

Gemeenteraad of van den schoolopziener, kan de Minister, te allen tijde, de tegen den onderwijzer uitgesproken vervallenverklaring opheffen.

§ 5. — De niet verplichte verhoogingen van jaarwedde, vooruit toegekend aan de leden van het onderwyzend personeel der lagere scholen, mogen van de latere verplichte verhoogingen worden afgetrokken.

§ 6. — Te rekenen van 1 Januari 1904, mogen de onderwijzers en hulponderwijzers alsmede de onderwijzeressen en hulponderwijzeressen doen gelden als vierjarige tijdvakken de dienstjaren die zij, sedert hunne bepaalde benoeming, in het gemeentelijk of aangenomen lager onderwijs tellen. Het deel van tijdvak hetwelk, in sommige gevallen, tengevolge dier berekening overschiet, dient tot aanvulling van het volgend vierjarig tijdvak.

§ 7. — Hunne jaarwedde wordt, ongeminderd de loopende vierjarige verhoging, vastgesteld op het minimum toekomende aan de reeks tot welke behoort de gemeente of de afdeeling van gemeente waar de school is gevestigd, verhoogd met zoveelmaal honderd of, volgens het geval, honderd vijftig frank als zij vierjarige tijdvakken tellen, zonder dat de geheele verhoging het maximum van 800 frank moge te boven gaan.

§ 8. — De verworven verplichte verhoogingen van jaarwedde blijven den leden van het onderwyzend personeel behouden, welke ook de plaats zij die zij daarna bekleeden in het gemeentelijk of aangenomen lager onderwijs.

§ 9. — Wordt, ten gevolge der vermindering van de bevolking der gemeente, eene school in eene lagere reeks gerangschikt, dan werkt deze verandering enkel ten aanzien van het na die nieuwe rangschikking benoemd personeel. De vroeger aan de school gehechte onderwijzers behouden de jaarwedden en de rechten op verhoging die zij uit kracht van het eerste lid van artikel 13 der wet van 13 September 1893 en uit kracht van dit artikel verwierven. Gaat eene school tot eene hoogere reeks over, dan hebben de leden van het daaraan gehecht personeel recht op het nieuw mini-

augmentations dont ils jouissaient, sans préjudice à l'augmentation quadriennale en cours.

§ 10. — Dans les communes où le produit de 1 centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas 60 francs, l'État supportera les trois quarts des augmentations obligatoires; il en supportera les deux tiers dans les communes où ce produit est supérieur à 60 francs mais inférieur à 100 francs et la moitié dans les autres communes.

§ 11. — Les lois du 22 juin 1899 et du 14 août 1903 sont abrogées.

mum, vermeerderd met de verhoogingen die zij genoten, ongeminderd de loopende vierjarige verhooging.

§ 10. — In de gemeenten waar de opbrengst van 1 opeentime op de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen 60 frank niet te boven gaat, draagt de Staat de drie vierden van de verplichte verhoogingen; hij draagt er de twee derden van in de gemeenten waar die opbrengst hooger dan 60 frank is doch beneden de 100 frank blijft, en de helft in de overige gemeenten.

§ 11. — De wetten van 22 Juni 1899 en 14 Augustus 1903 worden ingetrokken.

ADOLPHE BUYL.

VICTOR VANDE WALLE.

XAVIER NEUJEAN.

CAMILLE LIEFMANS.

PAUL HYMANS.

LÉON TERMOTE.
